



**HAL**  
open science

## Strasbourg. Retour sur les violences de la nuit du réveillon

Luc Gwiazdzinski

► **To cite this version:**

Luc Gwiazdzinski. Strasbourg. Retour sur les violences de la nuit du réveillon. Revue des sciences sociales de la France de l'Est, 1998, 25, pp.44-55. halshs-00697704

**HAL Id: halshs-00697704**

**<https://shs.hal.science/halshs-00697704>**

Submitted on 15 May 2012

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LUC GWIAZDZINSKI

# Strasbourg

## Retour sur les violences de la nuit du réveillon

«Il ne faut jamais confondre la ville avec le discours qui la décrit. Et pourtant, entre la ville et le discours, il y a un rapport»  
Italo Calvino, Les villes invisibles

### Résumé

Les violences urbaines du réveillon de la Saint-Sylvestre à Strasbourg ont mis en scène certains «quartiers» de l'agglomération. Sans pour autant parler de «journalistes pyromanes», on peut s'interroger sur l'impact de ce miroir grossissant tendu aux cités. Au-delà du traitement médiatique des événements, d'autres facteurs sont en cause qui nous obligent à envisager la question urbaine de façon plus large. La dégradation rapide de la situation, la nécessité de réagir dans l'urgence, doivent nous inciter à ouvrir un débat sur la ville qui dépasse les limites des «quartiers en crise». C'est dans la ville, socle matériel du vivre ensemble, que se joue l'avenir de notre société.

### Good Morning Bertrand

*«I was of the opinion that Strasbourg was a sleepy, refined and quiet, smaller than normal european city. A couple nights ago on Australian television they showed rioting and fighting in the streets of Strasbourg with building being set on fire, cars being turned over etc. I didn't see the full part of the program, but guessing from some of the comments that it may have been some form of protest about employment opportunities.»*  
Michaël

Australia, 5 January 1998<sup>2</sup>

Une fois de plus, il aura fallu attendre «les incidents» de la nuit du réveillon pour redécouvrir que Strasbourg, capitale européenne, avait aussi ses quartiers en difficultés. Le temps clément ce soir de réveillon n'explique pas tout. Les images de voitures en feu éclairant les quartiers

sombres de la capitale européenne ont fait le tour du monde... Dans l'esprit de beaucoup, les feux de Nouvel An ont éclipsé les lumières de Noël. Et les retombées sont nombreuses.

### I. Les violences urbaines

#### Un phénomène multiforme

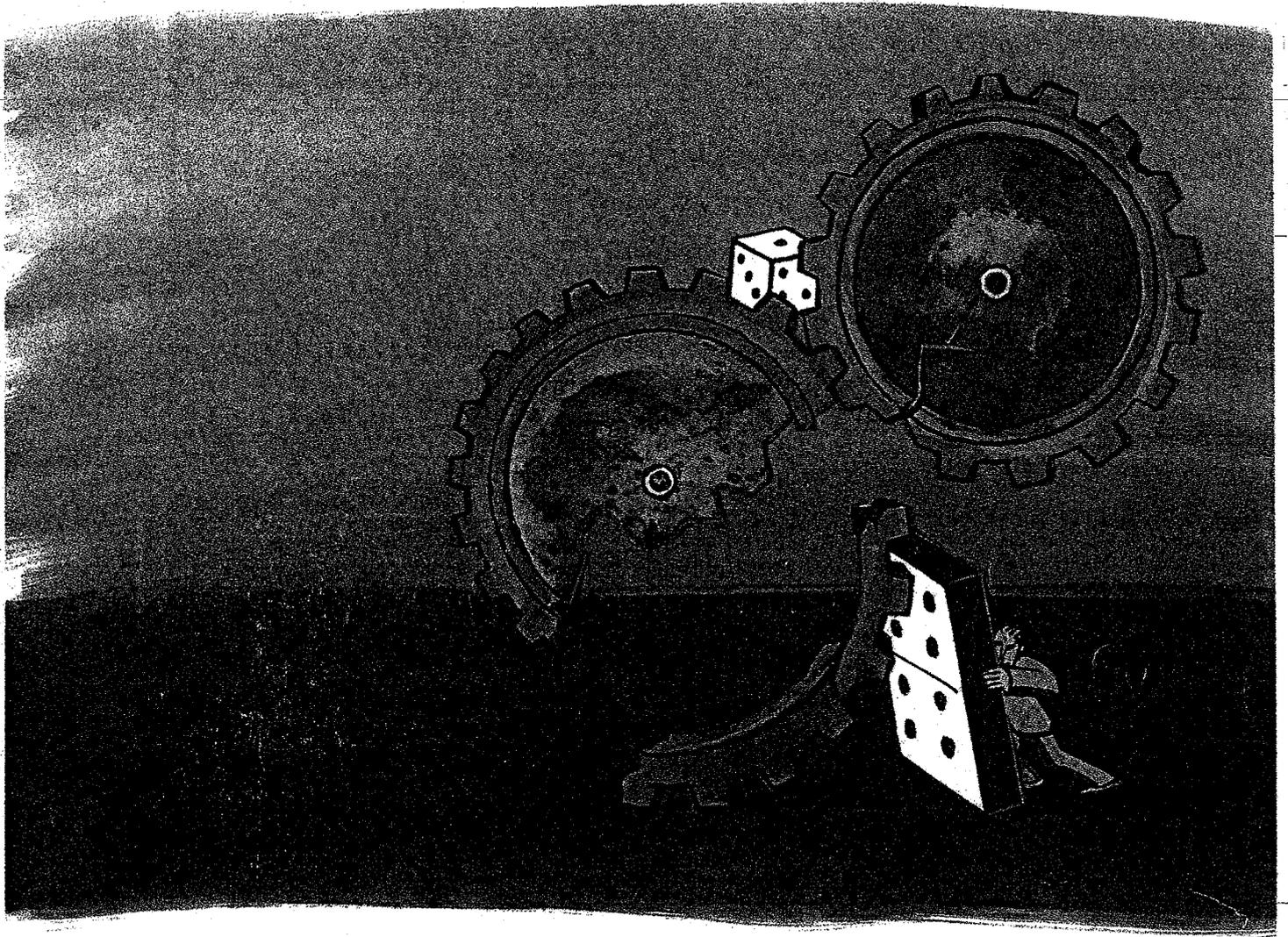
La violence est un phénomène multiforme que Roger Dufour-Gompers -dans le Dictionnaire de la violence et du crime<sup>3</sup> - définit comme un «Comportement actif, spontané ou volontaire, menaçant autrui et lui portant préjudice, dommage et souffrance morale ou physique». Mais il faut rappeler que la signification donnée à la violence est une construction sociale qui dépend du contexte, de l'histoire, des groupes sociaux considérés.

La notion spécifique de «violence urbaine» a été construite par les médias pour désigner ce phénomène apparu en France en juillet 1981 avec les événements des Minguettes et sensible en Alsace depuis le début des années 90<sup>4</sup>. Réutilisée partout et par tous, cette notion a été formalisée par les Renseignements Généraux et une section spéciale «villes et banlieues» a été créée. Son champ d'étude recouvrait 684 quartiers en 1995 contre 511 en 1994<sup>5</sup>. Une échelle de la violence a été proposée permettant de classer les incidents en fonction de leur gravité supposée (cf. Tableau 1). D'après ces observations la violence urbaine aurait plusieurs caractéristiques : elle serait collective et provocatrice, destructrice (incendies d'écoles et d'infra-structures socio-éduca-

LUC GWIAZDZINSKI  
Géographe,  
Université Louis Pasteur, Strasbourg

# CITOYENNETÉ, HOSPITALITÉ

*et violence*



tives, rodéos, tapages...), émotionnelle (attroupements hostiles, émeutes), spectaculaire, parfois crapuleuse (razzias, vols avec violence, racket...) et le plus souvent ludique compte-tenu de la jeunesse de ses auteurs. Elle aurait également un caractère territorial, se déroulant surtout dans les quartiers sensibles et parfois en centre-ville, dans les centres commerciaux ou les transports en commun avec des bandes mobiles. Toujours d'après ces observations, on assisterait à une banalisation du phénomène avec franchissement de degrés de gravité et extension géographique à de nouveaux quartiers. Dans cet essai de classification, l'observateur est au moins aussi important que l'observé. Une très grande place est accordée aux pouvoirs constitués. Ce regard n'est sans doute pas partagé par la société civile. Les investigations menées par l'Observatoire Régional de l'Intégration<sup>6</sup> sur plusieurs quartiers de villes d'Alsace - Strasbourg, Colmar, Mulhouse - montrent que la réalité est plus complexe. L'étude a notamment permis de noter que les violences urbaines n'étaient pas systématiquement collectives. En Alsace tout au moins, elles ne sont pas le fait de bandes organisées. Il s'agit souvent de regroupements de jeunes aux motivations diverses, de suiveurs rassemblés au gré des opportunités ou de spectateurs. Dans tous les cas, la violence survient après un élément déclencheur, souvent imprévisible qui cristallise une tension latente tout au long de l'année. Il peut s'agir d'une atteinte à l'identité ou au territoire, d'une frustration ou de différentes sources d'excitations.

Ces violences n'entrant pas dans le champ paramétré de «l'état 4001» des statistiques de la Police Nationale, c'est en 1994 seulement que le phénomène a commencé à faire l'objet d'une prise en compte statistique au niveau local et départemental. Depuis, les services concernés disposent d'informations précises pour Strasbourg et le Bas-Rhin. Figurent dans ces inventaires les incendies de voitures ainsi que les jets de projectiles (pierres, bouteilles...) notamment ceux - majoritaires - qui ont pour cible les transports publics. Les dégradations et vols au préjudice des établissements scolaires, les dégâts occasionnés aux aribus ou cabines téléphoniques ainsi que les affrontements avec les forces de l'ordre sont recensés. Ce suivi permet de dégager des tendances. On constate notamment

que le phénomène des violences urbaines évolue très vite. Si les incendies de véhicules avec 554 feux comptabilisés en 1997 (contre 400 en 1996 et 452 en 1995) ont progressé de plus de 38% en un an, les jets de pierres contre les transports en commun - autre spécialité locale, par exemple, ont été divisés par deux.

Une information par quartiers permet également un suivi de la dimension territoriale de ces phénomènes. En négatif, d'aucuns pourraient réinterpréter ces tableaux sous forme de classements voire de palmarès entre quartiers.

#### Le révélateur du Nouvel An

Ce 1<sup>er</sup> janvier 1998 au matin, Strasbourg, capitale européenne, s'est réveillée avec «la gueule de bois». Alors que dehors les rues résonnaient encore des derniers pétards de la fête, on annonçait à la radio que 53 voitures avaient été incendiées, des dizaines d'aribus et de cabines téléphoniques détruits, plusieurs engins explosifs avaient endommagé des bâtiments publics, et de très jeunes gens avaient été interpellés. Drôle de réveillon !

Pour le grand public, les violences de la nuit de la Saint-Sylvestre ont eu l'effet d'un révélateur. Une fois de plus, Strasbourg et l'Alsace ont semblé découvrir qu'il existait des quartiers en difficultés dans une région réputée riche et prospère. Pourtant, on ne peut plus parler de fièvres occasionnelles : les feux de voiture sont en passe de devenir une spécialité locale bientôt aussi célèbre que les winstubs, riesling et autres flamme-küeches et l'année 1997 bat tous les records. Le phénomène est cyclique. Il y a des saisons pour les violences urbaines. Les poussées de fièvre correspondent le plus souvent aux périodes de vacances scolaires voire à la remise des bulletins scolaires. A Strasbourg, la nuit du réveillon apparaît comme un sommet, un «rituel» une soupape qui aurait remplacé le carnaval, un «feu d'artifice du pauvre» a-t-on même pu entendre. Ensuite, la tendance est toujours la même : après les chiffres élevés de décembre et janvier, la tension retombe généralement.

«Après les chiffres élevés de novembre, décembre et janvier, la tension retombe généralement. On note des poussées en mars-avril et début juillet au début des vacances.»

Jamais pourtant, une nuit de la Saint-

Sylvestre n'avait été aussi agitée. L'analyse à froid des incidents des réveillons de 1994, 1995 et 1996 montrait pourtant une relative stabilisation : 11 voitures incendiées en 1996 contre 16 en 1994 et moins de dégradations et autres jets de pierres (cf tableau 3).

Cette année, la poussée de fièvre de Nouvel An avait été précédée de signes avant-coureurs à Strasbourg et dans le reste du pays : agressions dans les bus, voitures brûlées... Depuis novembre, on sentait la pression monter dans de nombreuses agglomérations françaises : Lille, La Seyne-sur-Mer, Dunkerque. A Mulhouse, on se souvient des grèves à répétition des chauffeurs de bus exaspérés à la suite de plusieurs incidents : jets de pierre, embuscades, coups de feu. A Strasbourg, d'après les policiers interrogés, la tension était palpable depuis le concert du groupe I AM en novembre. Depuis le début de la période des fêtes, les dégradations s'étaient multipliées dans les quartiers. Durant le seul week-end de Noël, 29 voitures avaient déjà été brûlées. On s'attendait au pire et du côté sécurité, 400 policiers et 200 pompiers avaient été mobilisés. Forte des succès enregistrés avec l'opération Eté-Jeunes, la municipalité avait pris des précautions avec l'organisation d'une grande soirée pour les jeunes au Hall Rhénus. De l'avis de beaucoup, sans cette «Big Party»-et malgré un prix d'entrée prohibitif- on aurait pu connaître des événements bien plus graves.

#### Une situation contrastée

Il faut se garder de généraliser quand on cherche à analyser les événements. Le phénomène n'est pas le même dans tous les quartiers périphériques. Au Neuhof par exemple, la nuit a été «relativement calme». D'après les éducateurs, le travail de prévention et la présence des forces de l'ordre ont permis de limiter les violences à un niveau inférieur à celui des années précédentes. A Cronembourg, où les incidents ont débuté à 18 heures, la nuit du réveillon a été marquée par des «rodéos» autour la place Becquerel. C'est à la Meinau et à HautePierre que les incidents les plus violents et les plus spectaculaires ont eu lieu. A la Meinau, le transformateur a été mis hors circuit plongeant l'Avenue de Normandie dans l'obscurité totale permettant aux jeunes d'occuper les rues du quartier en se laissant aller à un déborde-

Tableau 1 - Les degrés de violence urbaine

8 degrés proposés :

• 1 <sup>er</sup> degré : vandalisme et délinquance en bande
<i>Vandalisme sans connotation anti-constitutionnelle</i> <i>Razzias dans les commerces</i> <i>Rodéos de voitures volées puis incendiées</i> <i>Délinquance crapuleuse en bande contre des particuliers (racket, dépouille)</i> <i>Rixes, règlements de compte entre bandes</i>
• 2 <sup>e</sup> degré : attaques furtives, verbales ou gestuelles contre l'autorité
<i>Provocations collectives contre les vigiles</i> <i>Injures verbales et gestuelles contre les adultes du voisinage, les porteurs d'uniformes, les enseignants</i> <i>Vandalisme furtif anti-constitutionnel (contre écoles, postes de police, voitures de professeurs, locaux publics)</i>
• 3 <sup>e</sup> degré : agressions physiques contre les représentants de l'autorité
<i>Agressions physiques anti-constitutionnelles sur porteurs d'uniformes (contrôleurs, pompiers, militaires, vigiles) et sur les enseignants</i>
• 4 <sup>e</sup> degré : attroupements et caillassages à l'encontre de la police
<i>Attroupements lors d'interventions de police</i> <i>Menaces téléphoniques aux policiers</i> <i>Lapidation des voitures de patrouille</i> <i>Manifestations devant les commissariats</i> <i>Chasses aux dealers</i>
• 5 <sup>e</sup> degré : agressions physiques contre les policiers
<i>Attroupements vindicatifs, freinant les interventions</i> <i>Invasion du commissariat</i> <i>Trafics divers visibles (recel, drogue)</i>
• 6 <sup>e</sup> degré : aggravation des agressions physiques et «jeux meurtriers»
<i>Agressions physiques contre les policiers</i> <i>Attaque ouverte du commissariat</i> <i>Guet-apens contre les policiers</i>
• 7 <sup>e</sup> degré : la mini-émeute
<i>Vandalisme ouvert, massif : sacage de vitrines, de voitures, jets de cocktail Molotov</i> <i>Escalade rapide, durée brève</i>
• 8 <sup>e</sup> degré : l'émeute
<i>Saccages et pillages, agressions de particuliers, affrontements avec les forces de l'ordre</i> <i>Guerilla, émeute</i>

Sources : Renseignements Généraux

ment total jusqu'à 22 heures 30 d'après les témoins. A HautePierre, une bombe artisanale a sérieusement endommagé l'entrée du gymnase de l'école du quartier.

A l'heure des bilans, certains respirent et signalent qu'il n'y pas eu d'agressions. Sur l'échelle des violences urbaines (cf. tableau 2), le phénomène reste somme toute «banal» avec une centaine d'incidents de niveau 1 voire 2 et pas d'affrontement véritable avec les forces de l'ordre. L'exaspération s'est une nouvelle fois limitée aux quartiers périphériques sans doute moins encadrés que le centre. A la recherche d'explications rapides, on se tourne souvent vers les médias accusés d'avoir amplifié le phénomène. On a beau se consoler en se disant que le phénomène ne se limite pas à Strasbourg et qu'à Rouen par exemple, on a recensé 750 incendies de voitures en un an. Le mal est fait : Strasbourg occupe les écrans. Sous la pression des événements, on passe très vite de l'indifférence aux solutions gadgets ou alibis. Pourtant, «de court terme hurlant ne doit pas occulter le long terme silencieux<sup>7</sup>».

## II. Journalistes pyromanes ?

### Couverture médiatique exceptionnelle

A l'occasion de ces événements, la métropole régionale a bénéficié d'une «couverture médiatique» exceptionnelle. Le monde entier a vu des images de Strasbourg en feu. Si on s'en tient aux seuls supports écrits, nous ne sommes pas loin de l'indigestion. Le titre de Libération le 12 janvier : «Strasbourg : retour sur une nuit de média-violence» montre que les journalistes eux-mêmes s'interrogent sur leur rôle dans ces poussées de violence. Si les événements de la Saint-Sylvestre ont toujours été couverts par les quotidiens régionaux : «La nuit des casseurs»<sup>8</sup>, «Nouvel An : la fête triste des casseurs»<sup>9</sup>. L'année 1997 a battu des records. Les deux quotidiens régionaux ont réalisé plus de 110 articles sur le sujet en 2 semaines. Et dès le 2 janvier, les médias du monde entier se sont emparés de l'affaire :

«En Suisse, la télévision tant franco-phonique que germanophone s'est largement fait l'écho de la situation dans les premiers jours de janvier dans les journaux du soir (19h30), en diffusant des images de voitures-torches à HautePierre et au

Neuhof comparant même Strasbourg à Belfast...» nous confiait un correspondant d'une banque française en Suisse interrogé sur les «événements du Nouvel An». Le «Spiegel» a titré «Flambyerte Autos<sup>10</sup>» comparant les événements de Strasbourg avec ceux d'Oklahoma City en 1995. Dans le «Times» de Londres, sous la plume de Susan Bell, on trouve un article intitulé «French jobless protest herald grim new year<sup>11</sup>» avec la photo d'un pompier près d'une voiture qui brûle et cette légende : «A car burns in Strasbourg in eastern France early yesterday when new year celebrations turned into violent protest against unemployment. Marauding gangs of young people set fire to cars and telephone boxes and bus shelters were destroyed<sup>12</sup>». Le «Guardian» est plus sobre : «Violence, insecurity and unemployment plunge France into winter of discontent» peut-on lire sous la plume de Jon Henley, correspondant à Paris. Le 3 janvier, le «Washington Post» titre «France Watches Warily as Violent Protests Mount. Unemployment, Racial Issues Prompt Disorder<sup>13</sup>» et consacre la moitié du papier aux incidents de Strasbourg. Le propos est alarmiste : «The incidents may be random. But such violence nearly always raises concerns in France, a country known since 1789 for explosions of public anger that can overthrow governments, reverse policies and bring new faces to power<sup>14</sup>». Dans la presse anglo-saxonne, la révolution semble en marche. Plus proche de nous, en première page du «Républicain Lorrain», on trouve une photo couleur d'une Renault 4 en feu arrosée par les pompiers sous le titre «Violences à Strasbourg». En pages intérieures on peut lire «Des flammes pour le réveillon avec plusieurs incendies à Uckange» et la photo de pompiers près d'une voiture. L'idée de la contagion est claire.

En première page, «Libération» du 2 janvier qui ouvre sur les massacres en Algérie reste sobre : «A Strasbourg, les voitures brûlent comme à la fête» mais consacre deux pages en rubrique société. En 1ère page du journal «Aujourd'hui en France», toujours la même photo du pompier près de la Renault 4 en feu avec un titre sobre : «Nuit de Nouvel An : 53 voitures incendiées à Strasbourg». Encore cette photo à la une du «Figaro» qui titre «Les violences du réveillon». En première page de France Soir «Strasbourg s'est réveillé avec la gueule de bois» avec la

photo d'une casse d'autos ou s'empilent les carcasses. Plus sobre, le Monde donne l'information en page intérieures : «Incidents à Strasbourg pendant la Saint-Sylvestre»

Il faudra attendre le 3 janvier pour la parution des deux quotidiens régionaux. On est déjà passé au temps des polémiques. Les DNA titreront «Incendiaires : la polémique» avec une photo de voiture brûlée alors que l'Alsace fera sa première page avec le titre «Le procureur convoqué» et une photo de voitures calcinées.

D'autres articles, d'autres reportages et de nombreuses émissions télévisées se sont succédés jusqu'en février : «Strasbourg will die Spirale der Gewalt brechen<sup>15</sup>» (Handelsblatt, 9-10 janvier 1998); «France : The Kids' revolt<sup>16</sup>» (The Economist, 10 janvier 1998) (...). On a même pu lire dans le Figaro du 4 janvier «Les jungles aux portes de Strasbourg». Déjà en 1995, après une poussée de violence dans certains quartiers, le même journal avait titré «Guerre urbaine à Strasbourg<sup>17</sup>» et une explication : «Depuis trois semaines, le Neuhof, quartier difficile vit sous le couvre-feu des bandes» avec la photographie d'un militaire du Plan vigipirate patrouillant dans le tramway. Entre les confusions de certains articles anglo-saxons et les exagérations d'une partie de la presse nationale, l'image de Strasbourg est devenue floue.

#### De la montée en puissance au service après-vente

Durant l'année 1997, la presse écrite régionale s'était montrée relativement discrète sur le phénomène des voitures brûlées. D'autant que les autorités avaient visiblement décidé de ne plus communiquer de chiffres. Jusqu'à la conférence de presse du Préfet le 29 décembre, on trouvait à peine quelques

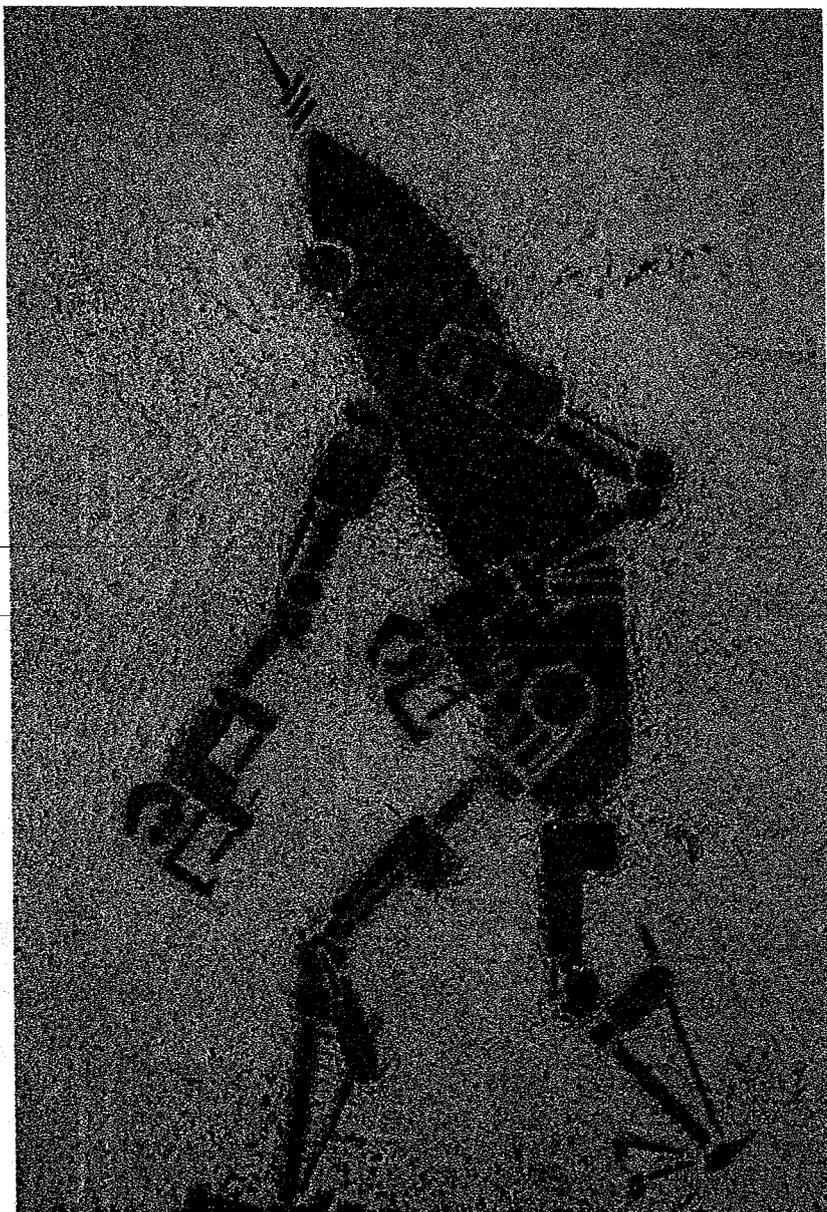
lignes dans la rubrique faits divers. Ensuite, les quotidiens régionaux semblent s'être alignés sur les rédactions parisiennes. Il faut dire que les radios, télé et journaux nationaux ont couvert les incidents des semaines précédentes par des flashs réguliers qui ont donné l'impression d'une montée inexorable qui atteindrait son paroxysme pour Nouvel An. Loin de sa région, un strasbourgeois aurait eu des raisons de s'inquiéter. Les dépêches AFP tombaient régulièrement depuis le 15 décembre : «Une dizaine de voitures incendiées à Strasbourg» (10 décembre); «Encore cinq voitures incendiées à Strasbourg» (27 décembre); «huit voitures incendiées à Strasbourg» (28 décembre). Deux dépêches le 29 décembre faisaient état de 30 voitures brûlées depuis Noël, dont huit voitures pendant la nuit et donnaient des informations sur la conférence de presse du Préfet où le renforcement du dispositif policier était annoncé. France Info relayait régulièrement. Le 30 décembre, le journal Le Monde sera le premier à faire le bilan annuel et à annoncer les moyens déployés pour la Saint-Sylvestre : «Le rituel des voitures brûlées s'étend dans les quartiers de Strasbourg». A bien y regarder, Le Nouvel Economiste nous avait pourtant prévenu un an plus tôt : «La Saint-Sylvestre 1997 risque d'être encore chaude à Strasbourg<sup>18</sup>». Le 29 au soir, après le journal de France 3, la machine s'est emballée.

Le lendemain, les quotidiens régionaux traiteront largement de la question, même si aucune photographie n'apparaîtra à la première page des Dernières Nouvelles d'Alsace. La polémique qui a opposé le Procureur de la République de Strasbourg au Préfet de Région a entretenu l'intérêt du public pendant deux semaines. Depuis, on en parle moins.

Tableau 2. - Comparatif des incidents du réveillon

	1994	1995	1996	1997
Affrontement avec les forces de l'ordre	1	0	0	0
Jets de pierres (en groupe)	3	2	0	—
Dégradations de cabines téléphoniques	13	6	14	21

Sources : presse régionale, France Telecom



Graffiti, mur de Strasbourg, © Marie-Anne Hitter

#### Pourquoi une telle couverture médiatique ?

Plusieurs explications sont généralement avancées pour expliquer cette couverture médiatique exceptionnelle. La première est connue : «Strasbourg l'internationale» attire les journalistes du monde entier. La capitale de l'Europe est une star. A l'heure où le moindre territoire passe du «savoir-faire au faire-savoir»<sup>19</sup>, le marketing territorial et les

bons résultats économiques de la cité ont fait de Strasbourg un «must journalistique». La période de Noël est particulièrement favorable à cette célébration. Cette année plus encore qu'à l'habitude, les journalistes se sont intéressés à Strasbourg autoproclamée «Capitale de Noël», à la débauche de lumières qui illuminaient son centre-ville et à son «Christkindelsmärik» qui attendaient plus d'un million et demi de visiteurs. On a recen-

sé 180 articles de presse (deux fois plus qu'en 1996), 17 passages à la télévision sur huit chaînes françaises et étrangères et neuf passages radio. A force de mettre en avant ses qualités et de crier au monde qu'on est la plus belle, on attire les curieux mais on s'expose en retour au jugement du miroir. Dans les rédactions du monde entier, les feux du Nouvel An ont éclipsé les lumières de Noël.

Pour expliquer cette furie médiatique, les journalistes nous indiquent que le mois de janvier est le mois le plus creux de toute l'année. Ils évoquent également l'absence de nombreux journalistes professionnels : les pigistes qui traitent l'information pendant cette période trouvent sans doute là une occasion rêvée pour se faire connaître. Eux aussi incriminent les dépêches incessantes de l'Agence France Presse. Ils disent aussi que peu de journalistes étaient présents pour ce réveillon 1997 et prédisent un véritable débarquement pour l'an prochain. Ils rappellent que la presse est une activité économique comme une autre et que «*Le champ journalistique est soumis en permanence à l'épreuve du marché*»<sup>20</sup>. Alors que la sécurité arrive au second rang de nos préoccupations après l'emploi<sup>21</sup>, la violence fait vendre.

#### Une caisse de résonance

Si on ne peut évidemment pas parler de journaliste pyromane, on peut quand même vérifier que la médiatisation des violences joue souvent le rôle de caisse de résonance. En terme d'image, on peut s'interroger sur la relation feux de voitures-violences urbaines. Depuis des années, tous les articles, tous les reportages sur les quartiers en difficultés et les violences urbaines sont illustrés par une photo d'automobile brûlée. Il y a quelque chose de subliminal dans ce traitement systématique des violences où le feu et la nuit se retrouvent dans une représentation fantasmagorique. Mais difficile de prouver quoi que ce soit. Symbole de cette relation délicate entre médias et violence, le film «La Haine» a eu, à sa sortie en juin 1995, un impact sensible sur le nombre d'incidents dans les quartiers alors surveillés par les Renseignements Généraux. A Strasbourg, on a également pu noter une augmentation inhabituelle des feux de voiture en septembre 1995, après la mort de Khaled Kelkal. Les phénomènes d'identification ont joué à plein. Autre exemple

caricatural : le 2 novembre 1996, un article présentant l'étude de l'Observatoire Régional de l'Intégration sur les jeunes et la violence urbaine a paru dans un quotidien régional<sup>22</sup> avec la photo d'une voiture brûlée et une légende : «une des périodes favorables aux violences urbaines : les fêtes de fin d'année et notamment la nuit de la Saint-Sylvestre». Résultat : une nette recrudescence des feux de voitures et six voitures incendiées le soir même, soit le record pour une nuit de 1996.

### Un jeu dangereux

Dans d'autres cas, les articles de journaux et les reportages télé servent de baromètre dans la surenchère à laquelle se livrent les jeunes des quartiers et dont ils tirent souvent célébrité et fierté. Les animateurs rapportent que les jeunes achètent les journaux pour conserver la page qui concerne les voitures brûlées. La publication de palmarès réguliers ne fait qu'attiser le phénomène. A ce titre, la parution dans les DNA du 3 janvier 1998, d'un article intitulé «l'auto-grill» est caricaturale : «Le Neuhof, avec son secteur baptisé l'auto-grill, arrive en tête des vingt quartiers de la communauté urbaine avec 170 voitures incendiées en 1997. Loin derrière, le quartier de HautePierre, le plus chaud au cours de la nuit de Nouvel an, avec 48 voitures brûlées l'année passée. Il est suivi par la Meinau avec 45 véhicules brûlés, Cronembourg (34), Schiltigheim (33), l'Elsau (28). Le centre-ville occupe la dernière position avec trois unités». Mais ce n'est sans doute rien comparé à un passage sur TF1. «A chaque fois que la télé en parle, ils en remettent une couche, et du coup ils se prennent pour des vedettes» déplore le Colonel Siron des pompiers de Strasbourg<sup>23</sup>. Interrogée sur les effets de contagion, Madame Bui-Trong des Renseignements Généraux confirme que les événements d'une soirée chaude en région parisienne retransmis par les médias nationaux suffisent souvent pour déclencher une poussée de fièvre dans une autre ville la nuit suivante.

## III. Des conséquences multiples

### Prise de conscience nationale

Première conséquence de cette poussée de violence : pour la première fois, le phéno-

Tableau 4. - Feux de voitures recensés en 1997

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octob.	Nov.	Déc.
Feux	73	30	39	40	33	33	42	36	28	43	47	110

Sources : Presse régionale, 1998

mène est pris en compte par les plus hautes autorités du pays y compris le chef de l'Etat. Comme souvent, c'est de la crise que naît la mobilisation. En 1990, les émeutes de Vaulx-en-Velin avaient conduit le Président Mitterrand à créer un ministère de la ville. Après la vague de violence urbaines de fin 1997, le Président Chirac a convié une douzaine de maires à évoquer les moyens d'assurer une meilleure sécurité urbaine tandis que le Premier Ministre, Lionel Jospin, annonçait lors de ses vœux à la presse qu'il présenterait en février un plan en faveur de l'intégration et de la ville. En octobre au Colloque de Villepinte, le Ministre de l'Intérieur Jean-Pierre Chevènement déclarait que la sécurité était un concept de gauche «*puisque la sûreté est mise par la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen au même niveau que la Liberté*»<sup>24</sup>. Le 19 janvier, le même Ministre réunissait 350 maires de 26 départements sensibles dont le Bas-Rhin et le Haut-Rhin pour la mise en place avant l'été de contrats locaux de sécurité. Parallèlement, on confirmait dans l'entourage du ministre de l'Emploi et de la Solidarité, Martine Aubry, que celle-ci pourrait se voir prochainement secondée par un secrétaire d'Etat à la ville. Et le 13 février 1998, le Maire d'Orléans, Jean-Pierre Sueur, rendait son rapport sur la Ville de demain avec 50 propositions. En Alsace, les tables rondes se sont succédées pour analyser les causes des incidents de Nouvel An en commençant par celle qui, dès le 7 janvier, a réuni des partenaires aussi divers que le Maire de Strasbourg, le Préfet de région, le Procureur général près la cour d'appel de Colmar, le Recteur, le Président du Conseil général et le représentant du Conseil régional. C'est déjà en soi une avancée. Depuis, dans de nombreux quartiers, des réunions s'organisent et la réflexion se poursuit.

### Dégradation de l'image extérieure

Suite au battage médiatique qui a suivi les événements de la Saint-Sylvestre, beaucoup de strasbourgeois ont reçu des appels

angoissés de parents ou d'amis installés dans une autre région de France qui croyaient à l'insurrection. Une fois rassurés, ils ne pouvaient pas comprendre qu'il puisse y avoir des quartiers difficiles à Strasbourg. Une si jolie petite ville... Même ceux qui l'ont visitée n'ont pu saisir la complexité d'une cité mosaïque. L'espace imposé au touriste de passage, l'itinéraire fléché des circuits touristiques obligés dessine «une géographie étriquée de Strasbourg articulée sur deux pôles : le centre-ville traditionnel et le quartier européen»<sup>25</sup>. Entre la cathédrale et la Petite France, peu de chances de passer par HautePierre ou le Neuhof. Renforcées par l'imagerie officielle et les cartes postales, ces représentations ne feront que conforter les trajets des futurs visiteurs... et le décalage croissant entre une image virtuelle et la réalité de cette ville plurielle.

Ces événements de Nouvel An viennent confirmer une tendance observée depuis plusieurs mois. Après l'affaire DHL, le vote Le Pen, les alertes pollution cet été, l'image est bien écornée. Quel contraste entre le Strasbourg capitale de Noël de décembre et la «gueule de bois» du 1er de l'An.

### Stigmatisation des quartiers et autodestruction

Si la situation est préoccupante, nos métropoles n'ont rien à voir avec Los Angeles ou Sarajevo, et le Neuhof n'est pas le Bronx ! En montrant du doigt ces quartiers et leurs habitants, les médias stigmatisent la «banlieue» et érigent des barrières mentales invisibles mais infranchissables avec le reste de la ville et l'ensemble du pays. Ce «marquage territorial» renforce le sentiment d'exclusion de «ceux du dedans» et valide l'idée d'une «extraterritorialité» chez «ceux du dehors». Les quartiers sont dans la ville, ils sont la ville. Les dérapages nocturnes de quelques-uns ne doivent pas devenir des prétextes pour condamner les autres. Attention aux amalgames faciles et à leur triste cortège de dérives sécuritaires et de crispations identitaires. On ne joue pas impunément avec les représentations, la peur et le sentiment d'insécurité : le développement d'attitudes de repli, le mar-

quage et la stigmatisation de certains quartiers qui cumulent incivilités, délinquance classique et violences collectives entraînent des portions entières de nos villes dans une spirale infernale. Il est difficile d'inverser la tendance tant le mécanisme est pervers. Il suffit de dialoguer avec les jeunes de ces quartiers pour noter leur rapport contradictoire aux médias et les risques d'enfermement qui en résultent. D'un côté, ils les critiquent, les accusent de noircir le tableau : «*La télévision diabolise les gamins qui sont représentés comme des petits sauvages*»<sup>26</sup>. De l'autre, ils s'en servent pour devenir les héros de leur quartier. Ils semblent enfermés comme piégés, dans cette logique qui renforce le phénomène d'auto-destruction. Dans un jeu dangereux, le quartier se retourne contre lui-même. Habituellement, la Police Nationale estime que plus de 40% des voitures brûlées sont volées. Or au Nouvel An, on a plus souvent incendié la voiture du voisin. Ces «violences urbaines», comme les actes délicieux (vols, agressions...) et autres incivilités (vandalisme, bruit, comportements agressifs...) qui se multiplient, participent de l'autodestruction du quartier et contribuent à l'émergence d'un sentiment d'insécurité qui détruit le lien social et effraie «ceux du dehors». Dans un sondage récent sur les violences urbaines<sup>27</sup>, on notait que la dramatisation était proportionnelle à l'éloignement des personnes interrogées. En clair, plus les sondés vivent loin du théâtre des violences, plus elles semblent s'en inquiéter. L'analyse pourrait être poursuivie autour de la relation entre peurs et vote extrémiste.

#### Conséquences économiques

Les conséquences économiques des violences de la Saint-Sylvestre sont difficiles à mesurer. A court terme, les assureurs s'apprêteraient à déboursier au moins un demi-milliard de francs après les émeutes de fin d'année en banlieue parisienne et à la périphérie des grandes villes comme Strasbourg et Rouen<sup>28</sup>. De 20 000 à 25 000 assurés -garantie «tous incidents» ou «responsabilité civile avec vol-incendie» vont recevoir une somme comprise entre 20 000 et 30 000 francs en fonction de la valeur de leur véhicule avant sa destruction. Certaines compagnies estiment que les violences urbaines concernent un peu moins d'un dixième des 290 000 dégradations et destructions de voitures comptabilisées en 1997. En terme de coûts immédiats on sait

par exemple que sur l'ensemble de la Communauté Urbaine de Strasbourg, 49 cabines téléphoniques ont été endommagées, 16 habitacles sont à remplacer ; 15 appareils, 27 lecteurs de cartes et 36 combinés sont à changer soit une facture totale de plusieurs centaines de milliers de francs à laquelle, on doit ajouter le remplacement d'une trentaine de vitres d'arribus.

En terme d'impact économique à plus long terme sur l'attractivité de la capitale européenne, on manque de recul et de repères. En matière touristique, l'heure est encore au «bilan positif» de l'opération «Strasbourg capitale de Noël» qui aurait attiré 200 000 personnes de plus qu'en 1996. S'il est difficile de mesurer l'impact des violences urbaines, on peut pourtant s'inquiéter en constatant l'impact négatif des pics de pollution de cet été sur la fréquentation. En ce qui concerne l'implantation d'entreprises, l'effet devrait petit à petit s'atténuer après les inquiétudes légitimes engendrées par les reportages télévisés. Cependant, on aurait tort de prendre la question à la légère. La lecture des questionnaires d'entreprises étrangères étudiant une localisation montre que la sécurité est devenue un facteur de localisation important pour les hommes comme pour les activités. Les questions précises des entreprises japonaises ou américaines en quête d'un site d'implantation en Europe, sur la délinquance, les crimes et les émeutes faisaient encore sourire il y a quatre ou cinq ans. Elles prennent aujourd'hui une couleur toute particulière. Aux Etats-Unis, certains Etats comme le Nouveau-Mexique ont fait de la sécurité un argument publicitaire : «*Safety and security are important considerations when it comes to selecting new business locations. If you're worried about crime, we'd like to show you a few places where the reports aren't quite as alarming. The small towns of New Mexico, USA, are a welcome change from the urban environment. Traditional values are still important here. People are genuinely concerned about your well-being. And the neighborhoods are quiet, friendly, and inviting*...»<sup>29</sup>. Le phénomène ne reste pas circonscrit aux rivages du Nouveau-Monde. Depuis déjà un certain nombre d'années, les magazines français ont suivi le mouvement proposant régulièrement des palmarès des villes dans lesquels la sécurité est un

critère important aux côtés du dynamisme économique, de la culture ou de la qualité de vie<sup>30</sup>.

## IV. L'espace éclaté

On pourrait multiplier à l'envie les tentatives d'explications. Cherchons plutôt à élargir la problématique.

### La ville en miettes

La ville n'est plus le lieu de production, de liberté et d'égalité qui a fait rêver les philosophes. L'a-t-elle jamais été ? Rien n'est moins sûr. Le gigantisme n'a rien arrangé : soumises aux lois du marché et inscrites dans la compétition des villes à vocation internationale, nos métropoles se sont fragmentées sur la base de critères fonctionnels, socio-économiques, voire ethniques. La spécialisation des quartiers en espaces résidentiels, de travail, d'achats, de formation, de loisirs ou de culture éloignés les uns des autres, nous impose un incessant «zapping spatial». Sans ce mélange des fonctions, des activités et des hommes, la «ville en miettes», véritable «archipel urbain», ne socialise pas et n'intègre plus. L'habitant de ces «espèces d'espaces» -joliment définis par Georges Perec- n'a plus toujours conscience d'appartenir à un même ensemble. La fracture sociale se double ici d'une fracture spatiale. Plus grave, certains quartiers délaissés par les classes moyennes connaissent des processus cumulatifs de dévalorisation : la ségrégation spatiale ne traduit plus seulement la ségrégation sociale et économique. Elle l'entretient et l'accélère, laissant des populations sans travail et sans avenir condamnées au désespoir et à la révolte.

### Des contrastes violents

Le fossé se creuse chaque jour davantage entre, d'un côté les centres-villes musée -décors abandonnés aux commerces franchisés-, les centres d'affaires et les quartiers résidentiels et, de l'autre, des «quartiers en relégation» qui cumulent les handicaps et concentrent les tensions. Dans la bataille pour capter des investissements, la stratégie de nombreuses villes est marquée par le désir grandissant d'être «internationale», et ce désir accroît la nécessité de revaloriser les identités locales. Dans un tel phénomène de «glocalisation»<sup>31</sup>, se produit un mélan-

ge diabolique d'universalisme et d'individualisme qui divise la cité en enclaves. Les politiques architecturales et urbaines mises en place finissent souvent par extraire une partie «désirable» de la cité pour la connecter sur une économie et une culture lointaine. Sous la formulation théorique de «qualité de vie», une partie survalorisée de la ville (éclairage, rénovation...) perd petit à petit toute relation avec le reste de la cité. C'est sans doute ce mécanisme qui opère à Strasbourg entre le centre-ville, le quartier européen et le reste de la cité. C'est en période de fête sans doute, que le paradoxe est le plus criant. Alors que Strasbourg s'affiche «capitale de Noël» dans une orgie de lumières qui transforme son centre-ville en gigantesque fête foraine qui attire les touristes du monde entier, des voitures sont incendiées dans les quartiers sombres dans la nuit du Nouvel An.

On peut chercher d'autres explications, accuser les journalistes qui n'ont pas su dépasser l'image folklorique pour découvrir la réalité d'une ville plurielle. Strasbourg n'est pas le Lunapark historique que vous avez peut-être visité. Au-delà de la «ville-musée» et des itinéraires touristiques, c'est une agglomération de près de 450 000 habitants qui concentre sur quelques hectares toutes les contradictions et les paradoxes d'une cité mosaïque inscrite dans la compétition internationale où des mondes et des quartiers se côtoient sans toujours se rencontrer : quartier européen, technopole aux multinationales high-tech, centre-ville musée, zones pavillonnaires ou résidentielles de luxe et quartiers en difficultés. De plus, la proximité entre quartiers typés accentue sans doute la perception des différences et le sentiment d'injustice : moins de dix minutes séparent les quartiers dits «difficiles» et le cœur de la métropole où les boutiques de luxe prolifèrent. Un tel décalage est plus difficilement supportable qu'ailleurs. Avec le tramway, l'accès des jeunes au centre-ville a été facilité, accroissant la frustration. Et la fête obligée, dévoyée, consommée a eu raison de la convivialité.

L'an prochain, touristes et journalistes devraient faire un effort pour dépasser l'image folklorique de la cité, oublier le vin chaud, pour découvrir la réalité. Dès maintenant, les strasbourgeois doivent repartir à la découverte de leur cité, en direct, sans passer par le miroir défor-

mant de la lucarne magique. Ils doivent se confronter au réel, changer leur regard et comprendre que ce sont les marges qui font évoluer les systèmes.

## V. Des réflexions pour demain

### Pas de miracle

Pas de solution miracle pour résoudre les violences urbaines. Pas de solution miracle pour résoudre la question urbaine, est-on tenté d'ajouter. Proposer des pistes revient à répéter les mêmes choses, accumuler de nouveaux rapports en sachant qu'on n'aura jamais les moyens suffisants pour s'attaquer au problème et «sans mobilisation nationale de grande ampleur sur une longue durée»<sup>32</sup>, point de salut pour la ville. Sur la question des violences urbaines, les notes données par la population strasbourgeoise -interrogée par les Dernières Nouvelles d'Alsace- aux propositions de la table ronde de Strasbourg, sont instructives<sup>33</sup>. En tête arrivent l'obligation pour les jeunes de participer à des travaux d'intérêt général, la multiplication des structures d'encadrement dans les quartiers (note de 9/10) ; la réparation des dégâts causés par les familles, la mise sous tutelle des allocations familiales, l'instauration d'un couvre-feu à

partir d'une certaine heure pour les jeunes enfants ; le raccompagnement à domicile des mineurs traînant la nuit, l'implantation de maisons de l'emploi et de l'insertion dans les quartiers (note de 8 sur 10). Des mesures comme la suppression pure et simple des allocations familiales, l'augmentation du nombre de gardiens de police ou de gardiens d'immeubles dans les quartiers, voire les correspondants de nuit, paraissent moins pertinentes aux personnes interrogées. On voudrait pourtant partager l'optimisme du journaliste commentant les résultats du sondage : «Les violences urbaines n'engendrent ni réactions extrémistes, ni bouffées xénophobes, contrairement à ce qu'on aurait pu craindre à trois semaines seulement des événements».

Il est pourtant étonnant de noter le durcissement des réponses proposées. La banalisation des violences entraîne une banalisation des réponses. Il y a deux ans à peine, la seule évocation de la mise en place d'un couvre-feu pour les adolescents à Washington suscitait des réactions d'étonnement et d'irritation<sup>34</sup>. Aujourd'hui, le couvre-feu proposé par de nombreuses personnalités apparaît comme une solution crédible aux violences urbaines. L'été dernier déjà, on avait vu se multiplier les arrêtés «couvre-feu» pour les enfants dans plusieurs villes françaises. L'évolution est inquiétante car le couple nuit-



Graffiti, mur de Strasbourg, © Marie-Anne Hitter

liberté est fragile. Le couvre-feu à Alger est là pour nous rappeler que la première liberté supprimée en cas de crise est celle de circuler la nuit. On note également que tout le poids des mesures proposées se porte sur la famille. D'aucuns évoquent la suppression des allocations familiales aux familles dont les parents sont délinquants, ou leur mise sous tutelle. A ce propos, on rejoindra l'analyse de Monsieur Hubert Brin, Président de l'Association Nationale des Allocations familiales qui estime que ces mesures traduisent une méconnaissance totale tant de la «philosophie» des allocations familiales que de la mise sous tutelle et déclare : *«Acceptons d'abord de reconnaître que lorsque les conditions minimales d'existence ne sont pas assurées, la famille, les parents et enfants réunis, ne peuvent que se mobiliser sur la satisfaction des besoins élémentaires au détriment de toute préoccupation éducative et parfois même de légalité».*

#### Renforcer la citoyenneté

Le principal aspect de la crise urbaine est le déficit de démocratie locale. Le citoyen a peu l'occasion de formaliser ses besoins et de présenter ses exigences par le canal des institutions en place. Dans des communes de plus de 100 000 habitants, le Maire est nécessairement loin de ses administrés et malgré la mobilisation d'associations pionnières et l'instauration d'adjoints de quartier, les habitants sont rarement acteurs du changement. Le besoin d'identification et de reconnaissance est trop souvent négligé au profit d'une gestion technocratique. La démocratie participative reste une idée généreuse et la lisibilité des habitants sur la politique urbaine demeure souvent limitée ou confondue avec la communication municipale. Le problème prend une acuité particulière dans les quartiers en difficulté, là où le sentiment de dépossession est le plus vif. La citoyenneté c'est-à-dire le droit d'une personne à intervenir sur une décision qui la concerne est en panne : une grande proportion des habitants ne vote pas (les étrangers) ou ne vote plus. Peu d'élus ou de responsables économiques y résident. Comment espérer une mobilisation ? Comment éviter le clientélisme et empêcher que le malaise ne s'exprime dans la rue ? Il serait impensable de laisser s'organiser des «groupements de type communautaires ou ethniques» étrangers à la tradition républicaine, ou de voir s'amorcer

des dérives mafieuses ou intégristes. Dans des villes de la taille de Strasbourg, pourquoi ne pas faire du quartier une circonscription électorale de base ? Six ou sept arrondissements pourraient être créés à la tête desquels un maire serait élu et l'ensemble des services publics réorganisés. Cette mesure faciliterait l'émergence d'une classe politique nouvelle incarnant un espoir et un projet pour le quartier, la ville et le pays. Le débat sur l'Aménagement et le développement territoire a montré que les français restaient attachés à leurs 36 000 communes, «échelons de base de la démocratie». Pourquoi ne pas manifester ce même intérêt pour une «démocratie de proximité» en milieu urbain ? C'est sans doute une piste à creuser pour donner la possibilité aux habitants des villes de redevenir des citoyens à part entière.

#### Rétablir la paix civile

Dans les quartiers, l'urgence est au rétablissement de la paix civile et au respect de la loi. Il faut empêcher l'apparition de «zones grises». Cependant, si les déploiements de force qui suivent les poussées de fièvre permettent de rétablir un semblant d'ordre, leur maintien entraîne une crispation des rapports, valide le sentiment de vivre un état de siège permanent et les jeunes prennent souvent ceci pour une provocation. L'implantation durable des services de police et de justice dans les quartiers et l'accélération des réponses judiciaires sont préférables. Face à l'augmentation de la petite délinquance et des «incivilités» qui empoisonnent la vie quotidienne, l'instauration d'une «police de proximité» -à l'anglaise- s'impose, avec des îlotiers présents 24h/24h, au service et à l'écoute du citoyen. Sans paix civile, aucune action de développement urbain à long terme n'est envisageable.

De façon plus générale, la nuit doit être investie par les institutions. Il faut occuper et peupler l'espace urbain la nuit face aux peurs et autres crispations sécuritaires. L'animation et la mise en lumière des quartiers pourraient contribuer à réduire le sentiment d'insécurité et générer des emplois. Une capitale européenne peut rêver de nuits plus belles que ses jours.

#### Informers sans stigmatiser

L'inflation d'articles et de reportages sur «le mal des banlieues» a eu des effets

positifs : l'opinion et les pouvoirs publics sont maintenant prévenus et les politiques vont devoir réagir. Mais les titres racoleurs de la presse nationale sont dangereux. Les journalistes devront peut-être travailler de manière plus étroite avec les représentants de l'Etat et des Collectivités pour éviter à l'avenir de nous laisser croire que «des Barbares sont aux portes de la ville».

#### Réinventer la Cité et définir le droit à la ville

Aujourd'hui, la ville inquiète et la peur se cristallise sur les quartiers qui cumulent les handicaps. L'enjeu essentiel est de dépasser cette crispation pour assurer la coexistence des groupes sociaux, des cultures, des langues, des religions et des activités sur un même espace. Il faut chercher à «reconstruire l'urbanité», réinventer la Cité, redéfinir les devoirs et les droits de chacun. Voilà pour les principes. La réalité est tout autre : nos villes fonctionnent mal, et les droits fondamentaux n'y sont plus toujours garantis. L'accès et le droit au logement ne sont-ils pas prévus à l'article 25 de la Déclaration universelle des droits de l'Homme ? On suivra le philosophe Jean-Paul DOLLE qui rappelait récemment que si des «zones de non-droit» existaient bel est bien, c'était *«dans ce qu'ont à vivre quotidiennement les habitants de ces zones : l'absence des droits que la constitution de 1958 assure à tous les habitants qui vivent en France, étrangers inclus - droit au logement, droit à l'instruction, droit au soins.»*

Il y a loin de la réalité quotidienne des rues de nos cités à l'ambitieuse «Déclaration européenne sur le droit à la ville» de 1992 : *«Considérant que l'exercice de tous les droits cités ci-après doit être fondé sur une solidarité et une citoyenneté responsables, impliquant également l'acceptation de devoirs, les citoyens des villes européennes ont droit à : la sécurité, un environnement sain et non pollué, l'emploi, le logement, la mobilité, la santé, le sport et les loisirs, la culture, l'intégration multiculturelle, une architecture et un environnement physique de qualité, la coexistence harmonieuse des fonctions, la participation, un développement économique, un développement durable, l'accès à un large choix de biens et services, les ressources et richesses naturelles, l'épanouissement personnel, la collaboration entre municipalités,*

les mécanismes et structures financières, l'égalité...».

#### Explorer les pistes du développement local urbain

Il est urgent de susciter des démarches de développement local dépassant la dimension sociale pour intégrer le domaine économique. Initiées à une échelle dépassant les limites des quartiers en crise, elles mobiliseraient tous les partenaires publics ou privés (individus, associations, élus, entreprises, commerçants, artisans, Etat, collectivités...) autour de l'élaboration d'un projet d'ensemble. Territoires complexes et multiformes, les «banlieues» sont aussi de formidables espaces d'innovation sociale, économique et culturelle où s'invente la société de demain. Nous devons modifier notre regard et nos pratiques pour que les «cités de la peur» deviennent des «territoires de projets» capables d'assurer la mobilité sociale et spatiale de leurs habitants, leur intégration et leur inscription dans la modernité.

#### Définir une politique globale de la ville

Dans les prochains mois, nous n'échapperons pas à une mise à plat des contradictions d'une cité écartelée entre l'internationalisation de son économie et le développement équilibré de ses quartiers, la compétitivité de ses entreprises et la cohésion sociale, le développement économique et la qualité de vie, le volontarisme européen et l'apparition d'une crispation sécuritaire. A Strasbourg comme ailleurs, mais peut-être plus qu'ailleurs, l'enjeu est de réussir à articuler ces logiques apparemment contradictoires afin d'éviter l'émergence d'une cité à deux vitesses : Le «droit à la ville», défini par Henri Lefebvre, pour tous. Beaucoup d'efforts ont déjà été faits, de nombreuses expériences tentées. En l'absence du fameux «Plan Marshall pour les banlieues», pourtant promis, et au-delà du traitement homéopathique sous forme de «confettis» (zones franches...), il faut redéfinir une politique globale de la ville qui dépasse les limites des seuls quartiers en crise pour embrasser l'ensemble d'une agglomération. Dans une société urbaine en mouvement, les réponses en terme de proximité ou de territorialisation ne suffisent pas, l'échelle du quartier est souvent trop limitée pour parler emploi,

sûreté ou prévention et l'approche sociale paraît insuffisante. Il faut arrêter de fractionner l'espace urbain en ZEP, ZUS, ZRU ou Zones franches qui deviennent autant de prisons aux murs infranchissables. Quand lors des entretiens d'embauche, l'adresse devient un handicap, il convient de s'interroger sur le concept même de discrimination positive et la fabrication permanente de nouvelles zones d'exception. Les habitants de ces portions de villes ne veulent pas se laisser enfermer dans un nouveau «vivre et travailler au quartier»<sup>35</sup>. Ils ont le droit d'accéder à la modernité par la mobilité. Le témoignage d'un jeune du quartier des Coteaux à Mulhouse commentant l'installation de nouveaux services est sans appel : «Ils sont en train de nous enfermer. Bientôt on n'aura plus besoin de bouger ; difficile de rencontrer le reste de la ville dans ces conditions. On ne veut pas devenir un village de dix mille habitants». Bel avertissement sur les limites des politiques dites de proximité et vibrant plaidoyer pour une ville métisse.

#### Imposer un débat sur la ville

Plus généralement, on peut regretter qu'en France, le débat sur la ville soit totalement occulté par le «problème des quartiers en difficultés», et la question urbaine au sens large trop peu débattue. Il faut provoquer ce débat avant qu'une nouvelle fois l'actualité nous cantonne dans le rôle de pompier. Il y a urgence. La ville

cristallise les conflits d'une société en pleine mutation. Dans les «banlieues» plus qu'ailleurs, les instances de médiation affaiblies (associations, syndicats, partis...), ne jouent plus leur rôle de régulation. Les «machines à intégrer» (entreprise, école) ont déserté ou se sont essouffées. La famille et l'école ne sont plus les centres d'apprentissage des droits et des devoirs. Coïncé entre les contraintes de la mondialisation de l'économie, l'émergence de l'Union européenne et le réveil des identités, le «modèle français» souffre ; le pacte républicain se lézarde. Les risques de désagrégation de l'unité nationale sont sérieux. Ces problèmes très «disibles» dans l'espace urbain dépassent de loin l'échelle du quartier et de la ville. Face à ces transformations rapides, le modèle républicain d'intégration doit s'affirmer fortement ou accepter d'évoluer.

Les philosophes nous ont prévenu : «Lorsque les pères s'habituent à laisser faire les enfants, lorsque les fils ne tiennent plus compte de leurs paroles, lorsque les maîtres tremblent devant leurs élèves et préfèrent les flatter, lorsque finalement les jeunes méprisent les lois parce qu'ils ne reconnaissent plus au-dessus d'eux l'autorité de rien et de personne, alors, c'est là en toute beauté et en toute jeunesse le début de la tyrannie»<sup>36</sup>.

Strasbourg peut et doit montrer l'exemple, celui d'un grand débat sur la ville... ouvert à tous les habitants.

## Notes

1. Titre d'un débat du club de la presse de Strasbourg en 1996
2. «Extrait d'une télécopie envoyée par un chef d'entreprise australien à son partenaire strasbourgeois  
Traduction : «Je pensais que Strasbourg était une ville endormie, raffinée et paisible, plus petite que la moyenne des villes européennes. La télévision australienne a diffusé avant-hier des images de vandalisme et de bagarres dans les rues de Strasbourg avec des bâtiments incendiés, voitures retournées etc.... Je n'ai pas vu la totalité de l'émission, mais d'après les commentaires, il s'agirait d'une forme de protestation à propos des perspectives d'emploi».
3. Roger Dufour-Gompers(1992), *Dictionnaire de la violence et du crime*, Paris, Erès
4. Fabrice Dhume, Luc Gwiazdzinski (1997), *Violences urbaines et représentations* in *Hommes et Migrations* n°1209 pp.101-107.
5. Lucienne Bui-Trong, (1993), *L'insécurité des quartiers sensibles : une échelle d'évaluation*, in *Les Cahiers de la Sécurité Intérieure* n°14.
6. «Les jeunes et la violence urbaine en Alsace», *Cahier de l'Observatoire* n°18, Observatoire Régional de l'Intégration, Strasbourg.
7. Edgar Pisani
8. DNA, 3 janvier 1994
9. DNA, 3 janvier 1996
10. Traduction : «Voitures en feu»
11. Traduction : «Les protestations des

- chômeurs français annoncent une nouvelle année sombre»
12. Traduction : «A Strasbourg, dans l'Est de la France, une voiture a été incendiée tôt hier quand les festivités du Nouvel An se sont transformées en violentes protestations contre le chômage. Des bandes de jeunes gens qui maraudaient ont incendié des voitures. Des cabines téléphoniques et des aribus ont été détruits.»
  13. Traduction : «La France observe avec prudence la montée de violentes protestations.»
  14. Traduction : Les incidents pourraient être dus au hasard. Mais une telle violence soulève presque toujours des inquiétudes en France, un pays connu depuis 1789 pour des explosions de colère publique qui peuvent renverser des gouvernements, inverser des politiques et donner un nouveau visage au pouvoir.»
  15. Traduction : «Strasbourg veut casser le spirale de la violence.»
  16. Traduction : «la révolte des gosses»
  17. *Figaro*, 25 octobre 1995
  18. *Le Nouvel Economiste*, n°1071, 17 janvier 1997
  19. Selon la belle expression de Robert Ferras.
  20. Pierre Bourdieu (1996), *Sur la télévision*, Liber
  21. Sondage CSA-DNA-Europe 2, mai 1995.
  22. «Descente sur le terrain des violences urbaines», *Dernières Nouvelles d'Alsace*, Samedi 2 novembre
  23. In «Le Monde», 30 décembre 1997
  24. In «Le Monde», 29 octobre 1997
  25. in Renaud Dorandeu, Luc Gwiazdzinski (1996), Strasbourg à la carte, *Saisons d'Alsace* n°132 pp.115-122
  26. Christian Bachmann, Nicolas Leguenec (1996), *Violence urbaines. Ascension et chute des classes moyennes à travers 50 ans de politique de la ville*, Albin Michel, 558p.
  27. Sondage IFOP pour Libération, Libération, 5 janvier 1998.
  28. *Challenges*, février 1998, p.28;
  29. Extrait d'une publicité parue dans le magazine *Corporate location*, «*New Mexico : a welcome change of place*» Traduction : «*La prévention et la sécurité sont des éléments importants quand il s'agit de sélectionner des sites d'implantation pour l'activité économique. Si la criminalité vous inquiète, nous pouvons vous montrer quelques endroits où les rapports ne sont pas aussi alarmants. Les petites villes du Nouveau Mexique vous offrent une opportunité intéressante en terme d'environnement urbain. Les valeurs traditionnelles ont gardé leur importance. Les gens se préoccupent réellement de votre bien-être. Et les voisins sont paisibles, sympathiques et accueillants.*»
  30. Exemple : Le palmars du Nouvel Observateur, *Le Nouvel Observateur*, 31 mars-6 avril 1994, pp.8-23.
  31. Contraction de global et de local
  32. Jean-Pierre Sueur, Maire d'Orléans
  33. *Dernières Nouvelles d'Alsace*, 1 février 1998.
  34. Luc Gwiazdzinski (1996), «Nocturnes urbains», *Saisons d'Alsace*, n°131, pp.90-96.
  35. Manuel Halliez, Luc Gwiazdzinski, «Zone franche sur grand écran», *Saisons d'Alsace* n°135, pp.141-146.
  36. Platon (459-34e av. JC) *La République VIII*.